

Journée africaine de la Fonction publique et de l'Administration

Lettre du MINFOPRA Aux Usagers de la Fonction Publique

Chers usagers de la Fonction Publique,

Ce 23 juin 2018, nous célébrons la 23ème édition de la Journée Africaine de la Fonction Publique et de l'Administration, dont le thème est : **«Combattre la corruption dans les institutions publiques avec la participation des parties prenantes et la promotion du leadership éthique en vue de réaliser les objectifs de l'agenda 2063 et les Objectifs du Développement Durable».**

Vous et moi avons été, au moins une fois, confrontés à ce fléau que l'Union Africaine, à l'occasion de cette journée destinée au service public, invite à combattre.

Au Cameroun, la volonté politique de neutraliser cette gangrène est certaine et permanente. Le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, lors du Conseil des Ministres du 15 mars 2018 a réitéré à cet égard ses instructions « sur la nécessité d'une utilisation rationnelle des ressources publiques, la réduction du train de vie de l'Etat et la lutte contre la corruption ». Le Gouvernement sous la houlette du Premier Ministre Chef du Gouvernement a adopté en 2011 la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption, après avoir ratifié la Convention de Mérida relative à la lutte contre la corruption.

Cependant, comme le relevait le Président de la République, « nous avons encore, je dois le dire, un grave problème de morale publique. Malgré nos efforts pour les combattre, la fraude, les détournements de deniers publics, la corruption continuent de miner les fondements de notre société ». Qui n'a jamais été apostrophé dans un service public par des phrases ridicules du genre: "Où est ma motivation, ma bière, mon Kilichi, ma Kola, mon carburant? "; "Où est le Gombo?"; "C'est ça que je mange?"; "Envoies-moi à la pause"; "Tu n'as pas le carburant du patron?"; "Tu es venu comment?"; "Parles bien"; "Mimbo for massa"; "Est ce qu'il y a le Tchoko?"; "Parle bien" ?

Au-delà du travail important abattu au quotidien au sein des ministères et par les organes chargés de la lutte contre la Corruption, notamment la Commission Nationale Anti-Corruption CONAC, l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF) ainsi que les Cellules ministérielles de lutte contre la corruption, ce tableau peu reluisant de notre Administration nous interpelle tous.

La corruption a plusieurs visages et se manifeste sous diverses formes. Passive ou active, elle implique un corrupteur et un corrompu. Si

nous voulons véritablement tordre le cou à la corruption, nous devons considérer le combat contre ce fléau comme une affaire de tous. La corruption ruine les efforts de la nation. La corruption retarde le développement. La corruption aggrave les souffrances des populations, notamment les plus vulnérables.

C'est pourquoi je vous demande, **mesdames et messieurs les usagers**, de ne plus encourager le monnayage en proposant des pots de vin avant ou après le service dans une institution publique. Ne cédez plus au harcèlement des corrompus. Dénoncez les actes ou tentatives de corruption dont vous êtes victime ou témoin. Je ne vous invite pas à faire de la délation, mais à être un peu plus vigilants et responsables. Recherchez les informations et renseignements à la bonne source. Osez dire NON. Notre code pénal protège désormais les dénonciateurs.

La déconcentration de la gestion des ressources humaines, la simplification des procédures administratives, l'élaboration et la vulgarisation des guides de l'utilisateur, participent de la volonté de promotion de l'éthique et de la transparence dans le fonctionnement des institutions publiques.

Plus spécifiquement, au niveau du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, un opuscule de lutte contre la corruption a été publié et mis en ligne. Par ailleurs, ces derniers mois, nous avons, dans le souci d'atténuer vos souffrances et de vous donner le maximum d'informations utiles où que vous soyez, refait notre portail web (www.minfopra.gov.cm) et mis sur pied un dispositif spécial d'accueil, de collecte de dossiers et de renseignement au sein de nos Délégations Régionales.

L'extension en cours, du SIGIPES dans nos Délégations Régionales vise à vous éviter de faire de longs, pénibles et coûteux déplacements pour venir à Yaoundé, compléter un dossier ou simplement suivre l'évolution de celui-ci. Ainsi, l'utilisateur résidant à Akwaya dans le Sud-ouest n'est plus obligé de faire le voyage jusqu'à Yaoundé car, il trouvera satisfaction à Buea. Bertoua (région de l'Est), Douala (région du Littoral) et Ebolowa (région du Sud) sont déjà dotées de cet outil. Dans un avenir très proche, toutes nos dix régions en seront pourvues. Ces efforts de communication sont la manifestation de notre volonté d'être véritablement à votre écoute. Car, désormais au « **MINFOPRA, L'USAGER EST ROI** ». C'est dans cette optique que les



adresses électroniques :

joseph.le@minfopra.gov.cm et clcminfopra@gmail.com ont été créées et largement diffusées à l'attention de ceux d'entre vous qui restent insatisfaits.

Chers Usagers de la Fonction Publique,

C'est avec humilité que nous reconnaissons que le chemin à parcourir est encore long, mais nous vous assurons que nous sommes totalement dévoués à cette tâche et profondément engagés à vous donner satisfaction. C'est une exigence constamment rappelée par le Président de la République, S.E. Paul BIYA, afin que l'Administration Publique Camerounaise soit un moteur de développement de notre pays et serve résolument l'intérêt général. Il est certain que l'adhésion de tous à cet idéal d'intégrité, d'efficacité, d'exemplarité, de modernité et de simplification de notre appareil administratif, n'est pas acquise d'emblée, mais nous ferons preuve de fermeté aussi bien envers ceux des nôtres qui persistent dans leurs égarements qu'envers ceux d'entre vous qui les y incitent.

J'ose espérer que la mise en œuvre de cette nouvelle dynamique qui met l'utilisateur du MINFOPRA, et donc, principalement, l'ensemble des agents publics et leurs ayants-droits, au centre de nos intérêts, se fera avec la collaboration de tous, Administrations, Partenaires et surtout Usagers, dont nous attendons des observations et critiques constructives, pour avancer dans la bonne direction.

Joseph LE

Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative